

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 PARCAY MESLAY

PARCAY MESLAY, le 11/05/2023

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/04/2023

### **Partie nominative**

#### **HUTCHINSON**

20 rue des Martyrs

BP 423

37300 Joué-lès-Tours

Affaire suivie par : IDRISSE Myriam  
Téléphone : 02 36 17 44 11  
Courriel : myriam.idrissi@developpement-durable.gouv.fr  
Références : VAT20230281  
Code AIOT : 0010000685

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 27/04/2023 de l'établissement HUTCHINSON implanté 20, rue des Martyrs BP 423 37304 Joué-lès-Tours. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

#### **Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :**

- IDRISSE Myriam, Service des risques chroniques et technologiques, DISD, inspecteur de l'environnement

**Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :**

Gilles BARBE, Directeur RH & HSE

Sonia DELACHIENTE, Technicienne HSE

Amandine ROUSSEAU, apprenti HSE

David PERDRIAT, Directeur des opérations (depuis le 01/03/2023)

Paul FRANCO, Responsable infrastructures, qualité et énergie

Le courriel d'échange avec l'administration est gilles.barbe@hutchinson.com.

Rédacteur
L'inspecteur de l'environnement IDRISSI Myriam

Vérificateur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement Grégory CATHELIN	Par délégation

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

### **Propositions à l'issue de la visite**

A l'issue de la visite d'inspection du 27/04/2023 de l'établissement HUTCHINSON implanté 20, rue des Martyrs BP 423 37304 Joué-lès-Tours, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Pour les constats « susceptibles de suites », l'exploitant doit, dans un délai de deux mois, respecter les prescriptions concernées tout en transmettant à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs correspondants (selon les cas : commandes, services faits, étude, analyses, photos, etc.).

- nom : Identification et connaissance des équipements - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014 article : 3.2 et 3.3 (annexe)
- nom : Confinement - Référence réglementaire : Règlement européen du 16/04/2014 article : 3.2 et 3.3
- nom : Registre - Référence réglementaire : Règlement européen du 16/04/2014 article : 6
- nom : Contrôle périodique des équipements - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016 article : 4
- nom : Marque de contrôle – absence de fuite - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016 article : 6

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 PARCAY MESLAY

PARCAY MESLAY, le 11/05/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **HUTCHINSON**

20 rue des Martyrs

BP 423

37300 Joué-lès-Tours

Références : VAT20230281  
Code AIOT : 0010000685

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/04/2023 dans l'établissement HUTCHINSON implanté 20, rue des Martyrs BP 423 37304 Joué-lès-Tours. L'inspection a été annoncée le 27/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HUTCHINSON
- 20, rue des Martyrs BP 423 37304 Joué-lès-Tours
- Code AIOT : 0010000685
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Filiale du groupe TOTAL, la société HUTCHINSON est implantée depuis 1962 sur la commune de

Joué-lès-Tours. Elle est spécialisée dans la fabrication de courroies de transmission, poulies découpleuses, tendeurs et poulies thermodures pour les secteurs de l'automobile et de l'industrie.

Actuellement, environ 450 personnes sont employées sur le site, en 3x8, sur 5 jours.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- les fluides frigorigènes fluorés avec l'application règlement n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés, dit « F-Gaz ».

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Identification et connaissance des équipements	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3 (annexe)	/	Sans objet
9	Confinement	Règlement européen du 16/04/2014, article 3.2 et 3.3	/	Sans objet
12	Registre	Règlement européen du 16/04/2014, article 6	/	Sans objet
13	Contrôle périodique des équipements	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4	/	Sans objet
14	Marque de contrôle – absence de fuite	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative (rubrique ICPE 1185)	Décret du 22/10/2018, article I	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes	Règlement européen du 16/04/2014, article 13.3	/	Sans objet
5	Attestations des opérateurs	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78	/	Sans objet
10	Détection de fuites	Règlement européen du 16/04/2014, article 5	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative (rubrique ICPE 1185)

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 22/10/2018, article I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Nomenclature ICPE (décret créant la rubrique 1185)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Décret n°2018-900 du 22 octobre 2018 créant la rubrique 1185 :</p> <p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage)</p> <p>1. Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension.</p> <p>Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides étant :</p> <p>a) Supérieure à 800 l (A)</p> <p>b) Supérieure à 80 l, mais inférieure ou égale à 800 l (D)</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation :</p> <p>a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC)</p> <p>b) Equipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans</p>

<p>l'installation étant supérieure à 200 kg (D)</p> <p>3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire :</p> <p>1. Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) En récipient de capacité unitaire supérieure ou égale à 400 l (D)</p> <p>b) Supérieure à 1 t et en récipients de capacité unitaire inférieure à 400 l (D)</p> <p>2. Cas de l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement (D)</p>
<p><b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.</p>
<p><b>Observations :</b> 1/ Quel fluide est utilisé dans l'installation ?</p> <p>Différents fluides HFC dont certains avec des PRP supérieurs à 2500 teq CO<sub>2</sub>. Les équipements avec les inventaires les plus importants sont chargés avec des fluides HFC &lt; 2500 teq CO<sub>2</sub>.</p> <p>2/ Si HFC, le détenteur a-t-il l'intention de substituer ?</p> <p>L'exploitant constate peu de fuites sur ses équipements et mentionne que le dernier équipement avec un retrofit (reconversion de l'installation avec un fluide de remplacement) avec du R449A à la place du R422D est l'équipement R902.</p> <p>L'exploitant pourrait utilement envisager la substitution des fluides frigorigènes fluorés et en particulier ceux avec un PRP supérieurs à 2 500 teq CO<sub>2</sub>.</p> <p>3/ Quantité de fluides frigorigènes contenue dans les installations : 308,7 kg</p> <p>4/Au vu de cette quantité, l'exploitant est soumis à la rubrique 1185-2-a</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>



## N° 2 : Identification et connaissance des équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3 (annexe)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Identification des équipements concernés
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté du 04/08/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4802 (Rubrique devenue la rubrique 1185 depuis le 25 octobre 2018)  Annexe 1 Point 3.2 : Etiquetage des équipements contenant des fluides Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir.  Point 3.3 : Etat des stocks de fluides L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.
<b>Constats :</b> Absence d'étiquette mentionnant la nature du fluide et la quantité de fluide pour les deux circuits du banc d'essai D435.
<b>Observations :</b> Par sondage, l'inspection a contrôlé les équipements H921, H926, H927, H929, D345 et D811:  1) Absence d'étiquette mentionnant la nature du fluide et la quantité de fluide pour les deux circuits du banc d'essai D435.  2) L'exploitant ne dispose pas d'état des stocks des fluides frigorigènes. Selon l'exploitant, les fluides frigorigènes ne sont pas stockés sur le site
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 16/04/2014, article 13.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Interdiction de certains fluides frigorigènes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Règlement 517/2014  Article 13 – Restrictions d'utilisation  [....]</p> <p>3. A partir du 1er janvier 2020, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 pour l'entretien ou la maintenance des équipements de réfrigération, ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO2 ou plus, est interdite.</p> <p>Le présent paragraphe ne s'applique pas aux équipements militaires ni aux équipements destinés à des applications conçues pour refroidir des produits à une température inférieure à – 50 °C.</p> <p>Jusqu'au 1er janvier 2030, l'interdiction visée au premier alinéa ne s'applique pas aux catégories de gaz à effet de serre fluorés suivantes :</p> <p>a) les gaz à effet de serre fluorés régénérés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils soient étiquetés conformément à l'article 12, paragraphe 6 ;</p> <p>b) les gaz à effet de serre fluorés recyclés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils aient été récupérés à partir de ce type d'équipements. Ces gaz recyclés ne peuvent être utilisés que par l'entreprise qui les a récupérés dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou par l'entreprise pour le compte de laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.</p> <p>Annexe III</p> <p>Est interdite à partir du 1er Janvier 2022 :</p> <p>12. La mise sur le marché de réfrigérateurs et congélateurs à usage commercial (équipements hermétiquement scellés) contenant des HFC dont le PRP est supérieur ou égal à 150,</p> <p>13. La mise sur la marché de systèmes de réfrigération centralisés multipostes à usage commercial d'une capacité nominale supérieure ou égale à 40 kW et qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés dont le PRP est supérieur ou égal à 150, ou qui en sont tributaires, à l'exception des circuits primaires de réfrigération des systèmes en cascade dans lesquels des gaz à effet de serre fluorés dont le PRP est inférieur à 1500 peuvent être utilisés.</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<p><b>Observations :</b> - Présence d'équipements avec une charge de fluides frigorigène (FF) <math>\geq 40 \text{ teq CO}_2</math> : oui, les groupes froids Trane des circuits d'eau glacée:  circuit eau glacée RTAB212 EKJ0039 H926 (41,5 teq CO2) et RTAB212 EKJ0040 H927 (41,5 teq CO2). Ces équipements contiennent des FF avec un PRP <math>&lt; 2500</math>.</p> <p>- L'exploitant détient plusieurs équipements chargés avec des FF ayant un PRP <math>\geq 2500</math>. Ces équipements ont une charge <math>&lt; 40 \text{ teq CO}_2</math>.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Attestations des opérateurs

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Intervention sur le circuit des fluides frigorigènes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article R. 543-78 du code de l'environnement</p> <p>Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français.</p> <p>L'assemblage d'un équipement ou des circuits contenant ou conçus pour contenir des fluides frigorigènes, y compris l'opération au cours de laquelle les conduites de fluides frigorigènes sont connectées pour compléter un circuit frigorifique, est effectué par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français ou par une entreprise certifiée pour les opérations de brasage fort, brasage tendre ou soudure sous réserve que son activité soit encadrée par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.</p> <p>Toutefois, le recours à un opérateur n'est pas obligatoire pour la mise en service des équipements à circuit hermétique, préchargés en fluide frigorigène, contenant moins de deux kilogrammes de fluide dès lors que leur mise en service consiste exclusivement en un raccordement à des réseaux électrique, hydraulique ou aéraulique.</p> <p>Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<p><b>Observations :</b> Présentation de l'attestation de capacité des opérateurs suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- AXIMA REFRIGERATION FRANCE - Agence de Tours : n°15761, datée du 08/07/2019 Catégorie I Valable jusqu'au 08/07/2024</li> <li>- TRANE France Orléans n°15192 Catégorie I Valable jusqu'au 24/06/2024</li> <li>- ENGIE ENERGES SERVICES n°943-R1, datée du 04/07/2019 Catégorie I valable jusqu'au 3 juillet 2024</li> </ul> <p>Attestations valides selon la plateforme SYDEREP</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Confinement**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 16/04/2014, article 3.2 et 3.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Prévention des fuites
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Règlement 517/2014 Article 3 2. Les exploitants d'équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés prennent des précautions pour éviter le rejet accidentel (ci-après dénommé « fuite ») de ces gaz. Ils prennent toutes les mesures techniquement et économiquement possibles afin de réduire au minimum les fuites de gaz à effet de serre fluorés. 3. Lorsqu'une fuite de gaz à effet de serre fluoré est détectée, les exploitants veillent à ce que l'équipement soit réparé dans les meilleurs délais.  Article 7 – Arrêté du 29/02/016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés  Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité. La marque signalant le défaut d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Cette marque est apposée sur la marque de contrôle d'étanchéité. Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés. La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement. Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les fuites sur les équipements H926 et H929, relevées respectivement lors des contrôles du 23/10/2020 et du 15/11/2021, sont réparées dans un délai de 4 jours.
<b>Observations :</b> H926: Lors du contrôle d'étanchéité du 23/10/2020: l'opérateur attesté a identifié une fuite sur l'électrovanne de décharge du compresseur B au niveau de l'électrovanne TOR du compresseur de l'équipement H929. Lors d'une intervention le 01/02/2021, l'équipement est mentionné à l'arrêt. L'intervention de l'opérateur du 23 février 2021 mentionne le remplacement des électrovannes de charge et décharge du compresseur CKT2, et la remise en service de l'équipement.

<p>H929 :</p> <p>Lors du contrôle d'étanchéité du 15/11/2021: l'opérateur attesté a identifié une fuite sur le circuit 1 au niveau de l'électrovanne TOR du compresseur de l'équipement H929.</p> <p>Le contrôle suivant a eu lieu le 06/07/2022 d'après le registre.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'éléments justifiant que la fuite est réparée dans un délai de 4 jours. Par ailleurs, le contrôle d'étanchéité du 15/11/2021 n'est pas mentionné dans le registre 2021.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 10 : Détection de fuites

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 16/04/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Présence d'un système de détection de fuite
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Règlement 517/2014</p> <p>Article 5 - Systèmes de détection des fuites</p> <p>1. Les exploitants des équipements énumérés à l'article 4, paragraphe 2, points a) à d), et contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection de fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.</p> <p>2. Les exploitants des équipements visés à l'article 4, paragraphe 2, points f) et g), et contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 et qui ont été installés à partir du 1er janvier 2017, veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.</p> <p>3. Les exploitants des équipements visés à l'article 4, paragraphe 2, points a) à d) et g), soumis au paragraphe 1 ou 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les douze mois pour s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> <p>4. Les exploitants des équipements visés à l'article 4, paragraphe 2, point f), qui sont soumis au paragraphe 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les six ans pour s'assurer de leur bon fonctionnement.</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> Les équipements contiennent des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités inférieures à 500 tonnes équivalent CO2.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 16/04/2014, article 6
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Prévention des fuites
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Règlement 517/2014 :  Article 6 - Tenue de registres</p> <p>1. Les exploitants d'équipements qui doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 4, paragraphe 1, établissent et tiennent à jour, pour chaque pièce de ces équipements, des registres dans lesquels ils consignent les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la quantité et le type de gaz à effet de serre fluorés installés ;</li> <li>b) les quantités de gaz à effet de serre fluorés ajoutées pendant l'installation, la maintenance ou l'entretien ou à cause d'une fuite ;</li> <li>c) la quantité de gaz à effet de serre fluorés installés qui a été éventuellement recyclée ou régénérée, y compris le nom et l'adresse de l'installation de recyclage ou de régénération et, le cas échéant, le numéro de certificat ;</li> <li>d) la quantité de gaz à effet de serre fluorés récupérée ;</li> <li>e) l'identité de l'entreprise qui a assuré l'installation, l'entretien, la maintenance et, le cas échéant, la réparation ou la mise hors service de l'équipement, y compris, le cas échéant, le numéro de son certificat ;</li> <li>f) les dates et les résultats des contrôles effectués au titre de l'article 4, paragraphes 1 à 3 ;</li> <li>g) si l'équipement a été mis hors service, les mesures prises pour récupérer et éliminer les gaz à effet de serre fluorés.</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b> Le registre n'est pas complet et doit être complété avec les champs conformément à l'article 6 du règlement 517/2014. L'exploitant ne renseigne pas le registre avec les quantités de gaz à effet de serre fluorés ajoutées pendant la maintenance ou l'entretien. Le registre n'est pas à jour.</p>
<p><b>Observations :</b> Présence d'un registre : Oui</p> <p>Consultation du tableau 2022 par sondage :</p> <p>Les champs relatifs aux informations suivantes ne sont pas prévus dans le registre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la nature du gaz (HFC, HCFC,...)</li> <li>c) la quantité de gaz à effet de serre fluorés installés qui a été éventuellement recyclée ou régénérée, y compris le nom et l'adresse de l'installation de recyclage ou de régénération et, le cas échéant, le numéro de certificat</li> <li>d) la quantité de gaz à effet de serre fluorés récupérée</li> <li>g) si l'équipement a été mis hors service, les mesures prises pour récupérer et éliminer les gaz à effet de serre fluorés:</li> </ul> <p>L'exploitant précise qu'il existe des colonnes à la fin du tableau pour les autres interventions avec la date et la quantité de fluide ajouté. Néanmoins elles ne sont pas renseignées par l'exploitant dans le registre. Lors des contrôles par sondage, l'inspection note :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'absence des informations relatives à la récupération de 8,9 kg du fluide R422D avec l'installation de destination et à la recharge de 10 kg du fluide R449A (fiche de contrôle d'étanchéité du 27/07/2022 de l'équipement R902).</li> <li>- l'absence des informations relatives à la recharge de 10 kg du fluide R134A dans le circuit 2 de</li> </ul>

l'équipement H926 (contrôle d'étanchéité du 08/07/2022)
L'inspection note une erreur dans le registre de l'année 2022 : l'équipement R902 contient le fluide frigorigène R449A et non du R422D. Le fluide R422D est remplacé par le R449A en 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 13 : Contrôle périodique des équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Fréquence des contrôles périodiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté ministériel du 29 février 2016 – Article 4 Le tableau de l'article 4 permet de déterminer la période maximale entre deux contrôles prévus à l'article 1er en fonction de la catégorie de fluide, de la charge de l'équipement et du type de système de détection de fuite.
<b>Constats :</b> La fréquence de contrôle d'étanchéité de 6 mois n'est pas respectée pour les équipements H929, H927 et H926. L'exploitant doit s'assurer que les contrôles d'étanchéité sont effectués avant la date limite.
<b>Observations :</b> Par sondage, l'inspection contrôle les fréquences de contrôle d'étanchéité dans les registres des années 2021 et 2022 pour les plus gros équipements, à savoir les groupes froids: - la fréquence n'est pas respectée pour les équipements suivants en 2021 (période de contrôle de 6 mois en l'absence d'un système de contrôle répondant aux exigences du I et II de l'article 3 de l'AM du 29/02/2016) : H929, H927 et H926.  L'exploitant mentionne qu'il vérifie le nombre de contrôle annuel pour chaque équipement sans toutefois vérifier le respect de la période entre deux contrôles.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Marque de contrôle à apposer
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté ministériel du 29 février 2016 – Article 6</p> <p>Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté.</p> <p>Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.</p>
<p><b>Constats :</b> Absence de vignette justifiant le contrôle d'étanchéité sur l'équipement H921. Les dates limites des contrôles d'étanchéité des équipements H929 et H927 ne sont pas respectées. La date limite de contrôle sur le macaron de l'équipement H927 n'est pas correcte.</p>
<p><b>Observations :</b> Contrôle par sondage de la présence de vignettes sur les équipements H921, H926, H927, H929, D345 et D811:</p> <p>H921</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- absence de macarons justifiant du dernier contrôle d'étanchéité. Selon le registre, le dernier contrôle date du 7 juillet 2022. Le prochain contrôle est à faire avant le 7 juillet 2023.</li> </ul> <p>H926 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- macaron bleu (absence de fuite) indiquant le prochain contrôle d'étanchéité à effectuer avant juin 2023.</li> </ul> <p>H927 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- macaron bleu (absence de fuite) indiquant le prochain contrôle d'étanchéité à effectuer avant avril 2023. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que le contrôle sera effectué d'ici le 30/04/2023. Par ailleurs, le dernier contrôle d'étanchéité effectué date du 06/07/2022 selon la fiche réalisée par TRANE FRANCE. Or la période minimale entre deux contrôles est de 6 mois. La date limite sur le macaron n'est donc pas correcte.</li> </ul> <p>H929 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- macaron bleu (absence de fuite) indiquant le prochain contrôle d'étanchéité à effectuer avant avril 2023. Le dernier contrôle a été effectué le 27/10/2022. Le fréquence de contrôle n'est pas respectée.</li> </ul> <p>L'exploitant mentionne qu'il n'y a pas de commande spécifique pour les contrôles d'étanchéité. Selon l'exploitant, le contrat avec la société TRAN prévoit 2 visites entre le 01/03/2023 et le 28/02/2024.</p>

<p>D435:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- macaron bleu (absence de fuite) indiquant le prochain contrôle d'étanchéité à effectuer avant juillet 2023.</li> </ul> <p>D811:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- macaron bleu (absence de fuite) indiquant le prochain contrôle d'étanchéité à effectuer avant juillet 2023 sur chaque circuit.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

Établissement (Nom, Commune, n°AIOT) : *Hutchinson, Juvé-le-Buis*  
installations inspectées : *0100 000085*Date de la visite : *27/04/2023*Fiche n° *1.2*

Partie I réservée à l'Exploitant

Par la présente et en application des articles L.171-1 et L.172-5 du Code de l'environnement, je déclare autoriser les inspecteurs à accéder à l'ensemble des locaux techniques et professionnels objets de la visite d'inspection menée dans le cadre des missions de contrôle installations classées <sup>(1)</sup> ou aux locaux à usage d'habitation, en présence de l'occupant <sup>(1)</sup>.

☐ Nom, fonction et **signature** du représentant de l'établissement et/ou de l'occupant des locaux à usage d'habitation <sup>(1)</sup> :

☐ Absence d'interlocuteur

Au-delà des constats portés sur cette fiche, notifiées lors de la visite d'inspection, au regard des points contrôlés, l'inspecteur conserve toute latitude pour notifier de nouveaux constats lors de la rédaction du rapport d'inspection.

Partie réservée à l'inspection

N° ordre	Référence réglementaire	Libellé des constats
1	Art 3.2 de l'AN du 04/08/2014	Absence d'étiquette (nature et quantité) pour les deux circuits de l'équipement D935.
2	Art 4 de l'AN du 23/02/2016	La fréquence des contrôles d'étanchéité n'est pas respectée pour les équipements H929, H927, H926 (>6 mois).
3	Art 7 de l'AN du 23/02/2016	L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que la fuite sur l'équipement H929 relevée lors du contrôle du 15/11/2021, est réparée dans un délai de 4 jours.
Autres points : L'exploitant n'a pas prévu de planification des contrôles d'étanchéité (non respect des dates limites).		

Noms des inspecteurs : *IDR ISSI Nyssem*Visas : *[Signature]*

Partie II réservée à l'Exploitant

Je reconnais avoir pris connaissance des constats formulés par les inspecteurs, des éventuels délais énoncés et formule des autres points éventuels ci-dessous <sup>(2)</sup> :

☒ Nom, fonction et **signature** du représentant de l'établissement et/ou de l'occupant des locaux à usage d'habitation <sup>(1)</sup> :

*PERDRIAT DAVID le 27/04/23*

☐ Adresse mail pour l'envoi du rapport d'inspection :

☐ Absence d'interlocuteur

<sup>(1)</sup> Rayer la mention inutile.

<sup>(2)</sup> Au-delà des observations portées sur cette fiche, l'exploitant conserve toute latitude sur la base des constats faits en inspection ou du contenu des documents recueillis lors de celle-ci, confrontés au référentiel réglementaire pour s'exprimer de façon plus complète, sur les sujets cités dans la présente fiche.

Réalisation des visites d'inspections		SRCT-08.01-PRDC-A-DE70 indice 7
---------------------------------------	--	---------------------------------

Établissement (Nom, Commune, n°AIOT) : <i>Hutchinson, 07000 85, France</i>	Date de la visite : <i>27/04/2023</i>
Installations inspectées : <i>Grande salle FF</i>	
Fiche n° : <i>22</i>	

Au-delà des constats portés sur cette fiche, notifiées lors de la visite d'inspection, au regard des points contrôlés, l'inspecteur conserve toute latitude pour notifier de nouveaux constats lors de la rédaction du rapport d'inspection.

Partie réservée à l'inspection	N° ordre	Référence réglementaire	Libellé des constats
		<i>4</i>	<i>Art 6 du règlement du 16/04/2014</i>
Autres points :			

Noms des inspecteurs : <i>IDRISSI Myriam</i>	Visas : <i>[Signature]</i>
--	----------------------------

Partie III réservée à l'exploitant	Je reconnais avoir pris connaissance des constats formulés par les inspecteurs, des éventuels délais énoncés et formule des autres points éventuels ci-dessous <sup>(2)</sup> :
	<input checked="" type="checkbox"/> Nom, fonction et <b>signature</b> du représentant de l'établissement et/ou de l'occupant des locaux à usage d'habitation <sup>(1)</sup> : <i>PERDRIAT David le 27/04/23</i>
	<input type="checkbox"/> Adresse mail pour l'envoi du rapport d'inspection :
	<input type="checkbox"/> Absence d'interlocuteur

<sup>1)</sup> Rayer la mention inutile.  
<sup>2)</sup> Au-delà des observations portées sur cette fiche, l'exploitant conserve toute latitude sur la base des constats faits en inspection ou du contenu des documents recueillis lors de celle-ci, confrontés au référentiel réglementaire pour s'exprimer de façon plus complète, sur les sujets cités dans la présente fiche.